



PRÉFET DU HAUT-RHIN

PRÉFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées
SK/320

A R R Ê T É

du - 6 FEV. 2020 portant mise en demeure à la société CFS Cellpack
Packaging de respecter les arrêtés ministériel et préfectoraux des
20 novembre 2017, 29 décembre 1999, 5 août 2009 et 12 janvier 2015
réglementant ses installations situées à Illfurth

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8 I et L.557-53 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

VU l'arrêté préfectoral n°993313 du 29 décembre 1999 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées à la société CFS une unité de façonnage du papier à Illfurth ;

VU l'arrêté préfectoral n°2009-218-4 du 5 août 2009 portant prescriptions complémentaires à la société CFS Cellpack Packaging à Illfurth au titre du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015012-0012 du 12 janvier 2015 portant prescriptions complémentaires à la société CFS Cellpack Packaging relatives au fonctionnement et à la surveillance des opérations de pose de la barrière hydraulique à Illfurth ;

VU le rapport de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 23 janvier 2020;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du site exploité par la société CFS Cellpack Packaging à Illfurth en date du 19 novembre 2019 a mis en évidence :

- l'absence d'attestation de requalification de l'équipement sous-pression « Pauchard », en non-conformité avec l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé,
- l'absence de protection contre le gel des équipements de la barrière hydraulique, en non-conformité avec l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2015 susvisé,
- la mauvaise protection des têtes de puits de pompage contre le risque de pollution, en non-conformité avec l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2015 susvisé,

- la non-remise du bilan des opérations de traitement des eaux souterraines, en non-conformité avec l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2015 susvisé,
- la non-transmission des résultats 2017 de surveillance de la qualité des eaux souterraines, en non-conformité avec l'article 5.5 de l'arrêté préfectoral du 5 août 2009 susvisé,
- la non-information de l'inspection suite aux incidents/accidents survenus sur le site, en non-conformité avec l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1999 susvisé,
- la non-mise sur rétention de cubitainers susceptibles de contenir des produits liquides ou partiellement liquides polluants, en non-conformité avec l'article 10.2 d) de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1999 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.557-53 du code de l'environnement : *« Les mises en demeure, les mesures conservatoires et les mesures d'urgence mentionnées à l'article L.171-7 et au I de l'article L.171-8 peuvent, au regard des manquements constatés au présent chapitre et aux textes pris pour son application, porter sur la mise en conformité, le rappel ou le retrait de tous les produits ou équipements présentant une ou plusieurs non-conformités ou pouvant présenter les mêmes non-conformités que celles constatées ou suspectées, notamment les produits ou les équipements provenant des mêmes lots de fabrication. »* ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

La société CFS Cellpack Packaging, dont le siège social est situé au 20 rue Burnkirch – BP29 – à Illfurth (68720), est mise en demeure de respecter, dans les délais impartis, les dispositions suivantes pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse :

Sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé :

« I. L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

[...]

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. [...] »

Afin de prouver la mise en conformité de l'équipement sous-pression « Pauchard » à cette disposition, l'exploitant doit transmettre l'attestation de requalification périodique prévue à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé.

- Article 5.5 de l'arrêté préfectoral du 5 août 2009 susvisé :

« L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses accompagnés de commentaires, dans le mois suivant la réalisation des prélèvements. »

- Article 4 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1999 susvisé :

« Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 [codifié à l'article L.511-1 du code de l'environnement] devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées. L'exploitant fournira à l'inspecteur, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise. »

Sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2015 susvisé :

« [...] De manière à pouvoir créer la barrière hydraulique, le pompage doit être maintenu constant et continu pendant l'année de traitement. A ce titre, l'exploitant s'assure des utilités et prend toutes les précautions nécessaires pour pouvoir maintenir le pompage en toutes circonstances. [...] L'ensemble des dispositifs constituant la barrière hydraulique est protégé du gel. »

- Article 3.4 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2015 susvisé :

« [...] L'exploitant surveille régulièrement les ouvrages constitutifs de sa barrière, assure l'entretien et la sécurisation des forages [...]. Il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe par la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol ou par les puits. »

- Article 10.2 d) de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1999 susvisé :

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...] »

Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2015 susvisé :

« L'exploitant adressera au préfet, trois mois après la fin du traitement et dans un délai ne dépassant pas 18 mois à notification du présent arrêté, un bilan des opérations réalisées sur la période écoulée, et du traitement réalisé. Le bilan fera état de la qualité de la nappe d'eaux souterraines et du traitement du panache de pollution. L'exploitant présentera ses propositions pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle, des paramètres de surveillance et de l'opportunité de maintenir, ajourner ou renforcer les dispositions en place. Les propositions de l'exploitant seront argumentées. »

Afin de respecter ces dispositions, l'exploitant doit transmettre notamment, en sus du bilan demandé à l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2015 susvisé, le rapport des investigations complémentaires réalisées en 2019 et ses propositions en termes de mesures de gestion complémentaires.

Article 2 :

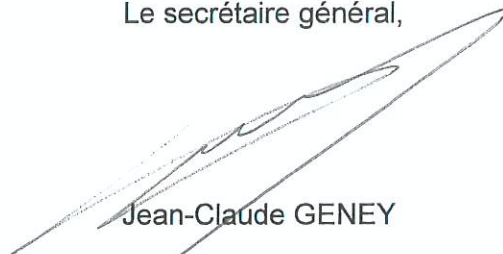
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le 6 FEV. 2020

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.